

Communiqué de presse

Le G5 Sahel et l'Alliance Sahel font un point sur l'avancement des activités de l'Alliance. La gouvernance de l'Alliance se structure autour d'une proposition conjointe franco-allemande.

Washington, samedi 13 avril 2019 – Lors des Assemblées de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Washington, les pays du G5 Sahel et l'Alliance Sahel ont tenu une réunion au cours de laquelle l'état d'avancement des activités de l'Alliance a été présenté. A cette occasion, une nouvelle organisation de la gouvernance de l'Alliance a été adoptée.

La réunion de l'Alliance Sahel¹, qui s'est tenue samedi 13 avril à la Banque mondiale en présence des ministres² des Finances, du Plan et du Développement économique du G5 Sahel, a permis de présenter :

- Les avancées concrètes de l'Alliance Sahel en termes de coordination opérationnelle dans les pays du G5 Sahel et de constater que de nombreux progrès ont été réalisés (programmes multisectoriels ciblés sur les zones sensibles ; soutien budgétaire aux politiques publiques et aux réformes sectorielles ; réduction du nombre d'indicateurs pour les appuis budgétaires ; cartographie des projets dans les zones fragiles, concertation tripartite entre acteurs du développement, humanitaires, forces de sécurité intérieure ; alignement et harmonisation des procédures...);
- Le bilan des projets emblématiques soutenus par l'Alliance Sahel (par exemple le registre social et le programme des filets sociaux en Mauritanie ; l'appui à la justice, à la sécurité et à la protection des frontières au Niger ; la relance économique de Konna au Centre Mali ; les projets de renforcement de la résilience des populations déplacées et hôtes autour du Lac Tchad...);

¹ La France, l'Allemagne et l'Union européenne, appuyés par la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ont décidé, le 13 juillet 2017, de la création de l'Alliance Sahel. Cette plateforme de coopération internationale dédiée à la stabilisation et au développement durable du Sahel, s'est très vite élargie avec la participation de l'Italie, de l'Espagne, du Royaume-Uni, du Luxembourg, du Danemark et des Pays-Bas, portant à douze le nombre de ses membres.

² M. Lassane Kaboré, ministre burkinabè de l'Economie, des Finances et du Développement ; Madame Kane Aïchatou Boulama, ministre nigérienne du Plan ; M. Issa Doubragne, ministre tchadien de l'Économie et de la Planification du Développement ; Dr Boubou Cissé, ministre malien de l'Economie et des Finances ; M. Thiam Diombar, conseiller du Président de la République Islamique de Mauritanie, chargé des affaires économiques.



- L'avancement des projets du Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel ou Programme de développement d'urgence (PDU)³ dans les 3 fuseaux prioritaires du G5 Sahel.

Evolution de la gouvernance

L'Alliance Sahel a également présenté son nouveau dispositif de gouvernance qui comprend désormais une Assemblée générale (AG), un Comité de pilotage opérationnel (CPO) et une Unité de coordination (UCA).

A l'issue de la réunion, la France et l'Allemagne ont fait une proposition conjointe qui a été adoptée. Ainsi, ont été désignés :

- **Monsieur Jean-Yves le Drian**, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, président de l'Assemblée générale de l'Alliance Sahel ;
- **Monsieur Christoph Rauh**, Directeur Afrique du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), président du Comité de pilotage opérationnel de l'Alliance Sahel.

Les deux présidents sont désignés pour un mandat d'un an.

Déménagement de l'UCA à Bruxelles

Après avoir été financée et hébergée par l'Agence française de développement à Paris, l'UCA a investi en avril 2019 des bureaux indépendants à Bruxelles. Pour deux ans, sa gestion administrative sera désormais assurée par la GIZ et financée par l'Union européenne et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

³ A l'occasion de la Conférence de coordination des donateurs et partenaires du G5 Sahel du 6 décembre 2018 à Nouakchott sur le financement du Plan d'investissements prioritaires (PIP), les membres de l'Alliance ont annoncé une contribution de 1,3 milliard d'euros, dont 266 millions d'euros destinés au Programme de développement d'urgence (PDU) soutenant une série de projets à impacts rapides dans des zones géographiques très instables.